



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr

Agenda UD 2021

Commission Exécutive UD

- Lundi 8 novembre
- Lundi 13 décembre

44^e Congrès départemental

**Jeudi 18
et
vendredi 19 novembre
à la salle municipale
de
Saint Sernin du Bois**

Formation syndicale

**Du lundi 6 au vendredi 10
décembre
Formation CSE à Mâcon**

23 septembre 2021

Education Nationale en grève

**les professeurs de Saône-et-Loire réclament
des postes, des augmentations et de
meilleures conditions de travail**

L'intersyndicale appelle les professeurs de Saône-et-Loire à se mettre en grève et à manifester le jeudi 23 septembre. Ils dénoncent la politique globale du ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer : plus de 180 suppressions de poste dans les collèges et lycées de l'Académie, surcharge des classes jusqu'à plus de 30 élèves, non remplacement et aucune création de postes des AED (infirmières et médecine scolaire, CPE, assistantes sociales ou encore psychologues de l'éducation nationale), dégradation des conditions de travail et du niveau de vie du corps enseignant.

**"En vingt ans, le salaire d'un jeune prof est
passé d'1,5 smic à 1,1"**

"Un tiers des professeurs de Saône-et-Loire interviennent dans plusieurs établissements et, en vingt ans, le salaire d'un jeune prof est passé d'1,5 smic à 1,1", dénoncent-ils. Ils prévoient déjà une deuxième mobilisation, dans le cadre de la grève interprofessionnelle du 5 octobre.



1^{er} octobre 2021

Saône et Loire : 200 manifestants mobilisés dans le département pour une augmentation des retraites

Chalon-sur-Saône

Ce vendredi après-midi, 80 retraités se sont retrouvés à la Maison des syndicats à Chalon-sur-Saône pour défiler jusqu'à la sous-préfecture. Ils sont mobilisés « pour exiger une augmentation des pensions et des retraites, une sécurité sociale de haut niveau et un service de proximité » selon Alain Medici, secrétaire général CGT des retraités chalonnais. Ils souhaitent une retraite à 60 ans et du travail pour les jeunes. « On n'est pas là seulement pour nous, je connais des gens qui vivent avec 900 € par mois, explique Jean-Pierre, 67 ans et 1600 € de retraite. On manifeste aussi pour les jeunes. Avec la retraite à 67 ans, on les mettra dans un cercueil direct. » Deux autres manifestations ont eu lieu dans le département et ont réuni 70 participants à Montceau et 50 à Mâcon.



Montceau-les-Mines : Baisse du pouvoir d'achat, ça ne peut plus durer

On s'habitue vite au vide. Publier des communiqués est une chose, manifester sur la voie publique une autre. Alors ce vendredi après-midi, les retraités et en particulier ceux de la CGT du bassin montcellien ont repris le chemin du parvis de l'hôtel de ville car les motifs de mécontentements ne cessent de croître au fil des mois voire même depuis des années.

La retraite, la santé restent des sujets de grandes préoccupations. Désormais et là encore ce n'est pas nouveau, leur pouvoir d'achat baisse. « Nous sommes les principales victimes de la covid-19, nous demeurons la cible privilégiée des mesures d'austérité du gouvernement ».



Emmanuel Macron, le président de la République surnommé le « président des riches » ne fait « qu'aggraver la situation des retraités. Les inégalités, la pauvreté et la précarité ont explosé dans le pays à cause de la pandémie, tandis que le patrimoine des 500 personnes les plus riches a augmenté de 30% en un an. En 10 ans, le nombre de milliardaires a doublé en France », argumentent les cégétistes.

Le syndicat critique avec force la manière dont le gouvernement va financer le déficit : en s'attaquant aux plus démunis, les chômeurs, les étudiants et bien sûr les retraités.

« Aujourd'hui, nous sommes mobilisés pour empêcher que l'austérité ne réduise encore nos revenus (...). Emmanuel Macron devrait y réfléchir à deux fois avant de s'attaquer au pouvoir d'achat de ces 17 millions de retraités. Nous sommes-là pour lui rappeler ».

Chez les communistes solidaires de la CGT, « depuis 10 ans les factures d'électricité ont augmenté de 50%, celles du gaz, pour la seule année 2021, ont bondi de 15% avec une nouvelle hausse au 1er octobre de 12.4%. Cela ne peut plus durer ».

Alors, les uns comme les autres réclament immédiatement 100 € de plus sur leurs retraites.

Un second rassemblement est prévu mardi 5 octobre à 14h, toujours devant l'hôtel de ville de Montceau-les-Mines.

MÂCON : Des retraités dans la rue ce vendredi pour l'augmentation des retraites

Cinq organisations syndicales de retraités ont appelé à un rassemblement ce vendredi à Mâcon, répondant à une journée nationale qui faisait suite à celle du 31 mars dernier.

« Les mois auront passé et rien en vue pour améliorer véritablement les retraites », ton donné par un participant à la manifestation.



CGT, FO, VFE-CGC, FSU et LSR présents devant la préfecture où une délégation aura été reçue « avec la volonté d'être écoutée mais plus de subir les blocages de pension, le décalage des versements mensuels, l'augmentation de la fiscalité avec la CSG et l'explosion des prix de l'alimentation et, sujet combien d'actualité, la flambée des prix du gaz, de l'électricité et de l'essence » a-t-on entendu.

A cela s'ajoute la santé avec la nécessité du maintien des services médicaux de proximité indispensables au vieillissement de la population citadine mais aussi et surtout rurale.

« La retraite moyenne, tous régimes confondus, s'établit à 1245 €/mois. Mais cette moyenne cache aussi de fortes inégalités. Par exemple la retraite moyenne d'une femme représente 53% de celle d'un homme, environ 660 €. Un nombre de plus en plus de retraités font appel aux associations caritatives... Face à cette situation l'augmentation des pensions pour vivre décemment est une urgence. Une augmentation immédiate de 100 € des pensions pour aller vers les 300 € nécessaires pour vivre dignement est une urgence » - Extrait du tract commun des organisations syndicales distribués ce jour.

Un panel de revendications qui prendra toute son importance le mardi 5 octobre, journée de grève nationale à l'appel des principales organisations syndicales.

Dans notre département des actions sont déjà prévues à Chalon, Montceau, Le Creusot et Mâcon.

5 octobre 2021

AUTUN : La CGT du Centre Hospitalier s'inquiète d'une possible fermeture des Urgences la nuit

Nous avons été récemment alertés par certains agents des urgences de notre centre hospitalier d'une menace de fermeture nocturne de leur service.

En interrogeant le chef des urgences, sur ce point ; ce dernier nous a confirmé les dires et qu'une perspective de fermeture d'accueil des URGENCES (entre 20H et 8H) était envisagée par la directrice du Groupement Hospitalier Territorial face aux difficultés rencontrées en termes de recrutements de médecins urgentistes et de financement "peu attractif" des remplacements médicaux (devenu plafonné par la réglementation).

Devant cette GRAVE menace de limitation d'accès aux soins pour la population de l'Autunois-Morvan (qui peine déjà à trouver un médecin référent...) et la mise en péril de la pérennité de son système de santé publique ; nous avons immédiatement alerté le Maire d'Autun et Monsieur le député Rémy Rebeyrotte. M. Chauvet a réagi en prenant contact avec Mme Ungerer pour lui demander d'organiser un temps d'échange avec nous, représentants du personnel.

Mr Rebeyrotte pour sa part, nous a garanti avoir contacté sans délai le cabinet de M. Véran, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et Mme Ungerer en leur demandant d'apporter une attention particulière à l'évolution de notre situation, se voulant par ailleurs, rassurant quant à la nécessité indispensable de continuité de soins des urgences Autunoises.

Nous avons rencontré Mme Ungerer lundi dernier. Elle ne nous a pas convaincu...Elle ne nous a pas rassuré... Affaire à suivre !

AUTUN : Faible mobilisation syndicale pour la journée d'action de la CGT



Ce mardi, la CGT organisait une journée nationale d'actions contre la politique, tant économique que social du gouvernement. L'appel à mobilisation n'a trouvé qu'un petit écho sur la cité éduenne, où seulement une quarantaine de personnes se sont réunis devant l'Hôtel de Ville. Il faut dire que la pluie froide de cet après-midi d'automne n'avait rien d'engageant. Conséquence de cette faible mobilisation, la manifestation initialement prévue a été annulée.

Le rassemblement s'est donc limitée à des prises de paroles. De Rémi Fontvieille, secrétaire général de l'Union Locale CGT d'Autun au élus CGT du Centre Hospitalier d'Autun. Des élus qui ont fait part de leurs inquiétudes sur la fermeture de lits à l'USLD des Remparts mais également de la situation des urgences qui pourrait voir leur accueil fermé la nuit.

Chalon sur Saône : tour de chauffe pour l'Intersyndicale



Ce mardi 5 octobre, de nombreux rassemblements étaient organisés en France. À Chalon-sur-Saône, environ 600 manifestants se sont réunis devant la Maison des Syndicats, avant de s'élancer dans les rues de la ville en dépit d'une météo maussade. Les principales revendications portent sur la défense de l'emploi et la question des salaires, notamment concernant les jeunes. Plus de détails avec Info Chalon.

À quelques mois des élections présidentielles, l'Intersyndicale (FO-CGT-FSU- Solidaires) veut remettre la question sociale au cœur du débat.

C'était d'ailleurs l'objectif du **mardi 5 octobre**, les quatre organisations syndicales ont appelé à une grève dans le public comme dans le privé et à manifester partout en France pour défendre les salaires, les emplois, et protester contre les réformes des retraites et de l'assurance-chômage.

Parmi les autres revendications, citons l'abandon des projets de réforme de la Sécurité sociale ou bien encore la fin des fermetures de services, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique, les manifestants réclament également le renforcement de leurs moyens.

À Chalon-sur-Saône, environ 600 manifestants, 400 selon la Police, se sont élancés à 14 heures 30, au départ de la Maison des Syndicats.

Durant la traversée du cortège, la circulation automobile et les transports urbains ont connu quelques perturbations.

Malgré le mauvais temps, ils ont fait le tour des rues de la ville avec le sourire mais **déterminés pour obtenir gain de cause.**

Des prises de parole étaient prévues sur la Place de l'Hôtel de Ville mais la pluie a mis un terme à cette journée de mobilisation face au gouvernement, qui selon l'Intersyndicale, se sert de la crise sanitaire pour détricoter des acquis sociaux.



Les organisateurs de la manifestation étaient plutôt satisfaits pour cette **première démonstration de force depuis la rentrée.**

«Pour une manifestation de rentrée sous la pluie c'est encourageant avec des manifestants des EHPAD, hospitaliers, du social et du médico-social, les oubliés du Ségur», nous dit **Hervé Maillot**, le secrétaire général de l'Union des Syndicats de la Santé et de l'action sociale 71.

Référence à la mise en place des accords du Ségur de la Santé qui consacrent 8,2 milliards d'euros à la revalorisation des métiers des établissements de santé et des EHPAD et à l'attractivité de l'hôpital public.

«Nous attendons de voir ce qui sera décidé au niveau national pour savoir quelle suite donnée à cette journée de mobilisation», nous explique **François Bucaille**, le secrétaire général de l'Union Locale de FO.

Toujours est-il que **les manifestants promettent d'autres rassemblements pour obtenir gain de cause.**

85 400 personnes ont manifesté en France, selon la Police. Les syndicats revendiquent 160 000 personnes dans 200 rassemblements différents à travers le pays.

MÂCON : 200 personnes dans la rue pour les salaires

Salariés et chômeurs étaient appelés à faire grève et à manifester ce mardi dans toute la France par plusieurs syndicats, pour exiger des "réponses urgentes", notamment sur la question des salaires, et remettre les questions sociales au cœur du débat, à un peu plus de six mois de la présidentielle.

Les syndicats CGT, FO, Solidaires 71 et FSU, des associations de militants de Mâcon et sa région, ainsi qu'une poignée de Gilets jaunes ont répondu à cet appel national interprofessionnel de grève et de manifestation.



Partie de la place Saint-Pierre, la manifestation de près de 200 personnes a rejoint la cité administrative et la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) par les rues piétonnes, la place Gardon, puis aura emprunté les quais de Saône avant de prononcer la dispersion arrivée à l'esplanade Lamartine.

Quatre villes en Saône-et-Loire, Montceau-les-Mines, Mâcon, Chalon-sur-Saône et Autun ont ainsi organisé des actions regroupant quelque 1 000 participants au total.

« Réformes où gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites, où les allocations chômage seront diminuées suite à la réforme de l'assurance-chômage, deux points importants des actions menées. Les augmentations du prix des loyers, de l'énergie, de la nourriture et... les profits des plus riches s'ajoutent en plus mais manque alors l'augmentation des salaires, la note est donc salée sur l'addition présentée par le gouvernement de ce « quoi qu'il en coûte ! » qu'il avait annoncé... »

Les propos des allocutions de syndicats laissent entendre que les actions sont loin d'être terminées, ce ne serait même qu'un début. A suivre donc !

Montceau – Mouvement social : sous la pluie, des syndicats exaspérés mais mobilisés

Belle surprise ce mardi après-midi à Montceau-les-Mines à l'heure du rassemblement unitaire sur le parvis de la mairie. Malgré la pluie, ils étaient 400 selon les organisateurs, 250 selon la police, à manifester leur mécontentement contre le gouvernement aux ordres du patronat, « le responsable » de la fracture sociale. Ils sont venus principalement du Bassin minier, du Creusot et de Gueugnon.

« Le CAC 40 flambe mais en France, une personne sur cinq est pauvre, soit environ 10 millions de Français. Voilà la belle image de notre société libérale » lance d'entrée Robert Wattebled, secrétaire général CGT du bassin montcellien.

L'homme est sans concession contre ceux qui se sont enrichis pendant la crise du covid, ceux qui ont profité « du quoi qu'il en coûte alors qu'ils n'en avaient nullement besoin ». Alors qui payer l'addition ? « La population, vous qui êtes là » les regarde-t-il droit dans les yeux.



Tout augmente sauf les salaires sans compter les lois anti sociales ou liberticides qui privent les salariés de leurs droits, « et le pouvoir d'achat a baissé. Castex bloque les prix du gaz et de l'électricité mais il va falloir payer, là encore l'addition. On se moque des Français ».

Les constats d'appauvrissement de la société, Robert Wattebled va les énumérer, le chômage avec le licenciement des salariés à 55 ans et « on parle d'allonger l'âge légal de la retraite », les salaires beaucoup trop bas, au niveau du SMIC, « qu'il faut se battre pour les améliorer ».

Un exemple avec Webhelp à Montceau avec 700 salariés et « des salaires ridicules » stipule le cégétiste alors que le cortège a fait halte devant l'entreprise. « Il faut se bagarrer tous les jours pour avoir une prime alors aux salariés de se bouger et qu'ils adhèrent à la CGT ».

Des emplois disparaissent ou alors ils servent de variable d'ajustement du capital pour un maximum de profit. « Et pourtant, on nous dit que l'emploi s'améliore. C'est une duperie, il y aurait moins d'inscrits à pôle emploi mais plus de précaires (...). Les conditions de travail sont dans le viseur du patronat mais pas pour les améliorer », analyse Robert Wattebled.

A l'inverse, les syndicats et la CGT en particulier demandent une politique de plein emploi, les 32 heures hebdo, le renforcement du système de santé, le SMIC à 2000 € entre autres.

Actifs et retraités seront-ils entendus ?
« Alors nous reviendrons ».



14 octobre 2021

HOPITAL DE CHALON - "Nous, on est soignants... on fait notre boulot ! Et vous ARS, organisateur des soins.. vous faites le vôtre ?"

C'est bien la question fondamentale.

Les infirmiers anesthésistes notamment sont montés au créneau face au représentant de l'ARS, incapable de sortir une solution, "faute de baguette magique" demandant au passage au personnel de se mettre autour de la table afin de trouver une solution et de dresser les raisons expliquant "qu'aucun médecin anesthésiste n'a proposé ses services depuis trois ans". Des propos qui ont suscité l'agacement de l'assemblée. "Nous, on est des soignants, on a fait notre boulot et on continue à le faire. Nous ne sommes pas les organisateurs de l'offre de soins. Est-ce que vous faites votre boulot ?".

Alain Challot, délégué CGT a enfoncé le clou, demandant à l'ARS de saisir les plus hautes autorités au niveau national afin qu'une solution soit trouvée dans les plus brefs délais, "sinon on vous prévient, ça ne va pas se passer comme ça". "C'est tout un pan de l'hôpital de Chalon sur Saône qui est remis en question, nous ne cherchons pas ici de bouc-émissaire mais il faut bien pointer les responsabilités de ceux qui ont la charge et doivent de ce fait les assumer".

"L'ARS qui devrait être un dynamiseur de ces solidarités entre établissements n'a pas été au rendez-vous et la réponse aux besoins de santé de la population n'est plus assurée. Combien de pertes de chances, de souffrance endurées alors même que nous sortions de la crise du COVID et que les équipes s'efforçaient de rattraper les programmes opératoires, prenaient en charge les urgences chirurgicales d'un plus grand bassin de population avec la fermeture de la chirurgie à Montceau les Mines. Si l'idée était de ne pas faire de vague, celle d'aujourd'hui est en train de nous submerger...".

Une situation d'autant plus avérée par un rapport annexé au projet de loi de finances pour 2022 et publié ce jeudi. "En raison de leur mobilisation pendant la crise sanitaire[du Covid-19], les agents de la fonction publique hospitalière (FPH) ont vu leur durée de travail augmenter, passant de 1 606 heures à 1 670 heures en 2020", détaille ce rapport annuel sur l'état de la fonction publique et les rémunérations. De quoi venir mettre l'ARS face à ses responsabilités... ou absence de responsabilité !



**Et Pensez bien à vous inscrire au Congrès
départemental Cgt de Saône et Loire**